

INTERNATIONAL

etranger.union@sonapresse.com

Brèves PARIS : UNE GRANDE MARCHÉ CONTRE L'ANTISÉ- MITISME

En France, une grande marche contre l'antisémitisme a lieu hier à Paris, en réponse à l'explosion du nombre d'actes hostiles aux Juifs depuis les massacres du Hamas en Israël le 7 octobre et la riposte militaire qui a suivi. « Pas de tolérance pour l'intolérable », a promis le président Emmanuel Macron dans une « lettre aux Français » publiée samedi soir.

RIYAD : LES DIRIGEANTS DE PAYS ARABES CONDAMNENT L'INTERVENTION D'ISRAËL À GAZA

Samedi, les dirigeants de pays arabes et musulmans étaient réunis à Riyad pour un sommet d'urgence sur Gaza. Ils ont condamné samedi les actions « barbares des forces israéliennes à Gaza », mais se sont abstenus d'énoncer des mesures économiques et politiques punitives à l'encontre d'Israël.

MALI: LES COMBATS SE POURSUIVENT ENTRE L'ARMÉE ET LA COALITION CSP-PSD

La bataille de Kidal se poursuit. Des tirs à l'arme lourde ont été entendus, à une vingtaine de kilomètres de la ville hier, où l'armée malienne, avec un appui important des mercenaires de la société paramilitaire russe Wagner, a engagé une bataille contre les rebelles de la coalition dénommée CSP-PSD pour le contrôle de Kidal. Ces derniers occupent la ville depuis 2012, ville qu'a quittée la Minusma, le 31 octobre dernier.

Rassemblements par JMN

Sénégal : une nouvelle coalition de l'opposition voit le jour

Josiane MBANG NGUEMA (source RFI)
Libreville/Gabon

Au Sénégal, à l'approche de l'élection présidentielle de février 2024, une nouvelle coalition d'opposition a vu le jour, samedi 11 novembre. Le Front pour l'inclusivité et la transparence des élections (Fite), constitué de 35 membres, prône l'organisation d'une élection transparente, libre, et dénonce un recul démocratique sous la présidence de Macky Sall. Parmi ses membres, des figures de l'ancien Pastef d'Ousmane Sonko, et des personnalités politiques de premier plan comme Aminata Touré, l'ancienne Première ministre.

La nouvelle coalition d'opposition sénégalaise s'appelle le Front pour l'inclusivité et la transparence des élections (Fite). Cela veut aussi dire « courage » en wolof. Ses 35 membres sont tous candidats à l'élection présidentielle, mais veulent s'unir autour d'un même combat. Cheikh Tidiane Dieye, membre du Fite : « Appelons les forces politiques résolument déterminées à restaurer la démocratie sénégalaise malmenée par le régime de Macky Sall et à unir nos efforts en vue d'assurer la participation de tous les candidats hors de toute exclusion illégale afin de protéger la transparence, la sincérité et la régularité de l'élection présidentielle du 25 février 2024. »

Le cas d'Ousmane Sonko, toujours en prison et dont le mandataire n'a pas pu récupérer les fiches de parrainage à la Direction générale des élections, est dans tous les esprits. Plusieurs actions sont déjà prévues, dont la visite aux familles de victimes de l'immigration clandestine, mais également comme nous dit Ayib Daffé, membre du Fite, « la mise en place du pôle d'experts du Fite pour le suivi technique du processus électoral. Il y a également la jonction des forces politiques de l'opposition dans tous les départements et au niveau de la diaspora. »

Aminata Touré, ancienne Première ministre, fait également



La nouvelle coalition de l'opposition au Sénégal.

partie des membres du Fite. Elle dénonce des « provocations du président Macky Sall » par exemple au niveau de la Commission électorale natio-

nale autonome (Cena) : « Nous allons déjà attaquer le décret qui installe la nouvelle Cena où vous retrouvez des leaders du parti politique de Macky Sall ».

La liste des membres du Fite reste ouverte à d'autres candidats qui désireraient rejoindre le mouvement, de tout parti qu'ils viennent.

Madagascar : un bras de fer politique s'annonce à la présidentielle

JMN (source RFI)
Libreville/Gabon

À Madagascar, c'est la dernière ligne droite pour les candidats à la présidentielle. Deux d'entre eux ont tenu l'un de leurs derniers meetings, dimanche 12 novembre. Le chef de l'État sortant Andry Rajoelina a tenu son meeting à Antananarivo quand le candidat d'opposition, Siteny Randrianosoloniaiko, était, lui, à Toamasina, dans l'Est du pays. De l'autre côté, le « Collectif des 10 » refuse toujours fermement d'envisager que l'élection se tienne. C'est un bras de fer politique qui s'annonce, d'ici la date fixée par la Haute Cour constitutionnelle pour le premier tour de cette élection, dans quatre jours, le jeudi 16 novembre. « Il n'y aura pas d'élection le 16 novembre », a assuré, samedi 11 novembre, à RFI, le candidat Roland Ratsiraka, à l'issue de la marche de l'opposition dans la capitale.

Interrogés sur leur stratégie de boycott le jour du vote, les membres du « Collectif des 10 » répondent qu'il n'y en a pas, se refusant à envisager un scénario où le scrutin ait effectivement lieu.



La présidentielle à Madagascar s'annonce à haut risque.

Raison de cette confiance affichée : jeudi, la présidente de l'Assemblée nationale a elle-même demandé une suspension du processus électoral, appuyée par la société civile, leaders religieux et syndicats. Une résolution a été remise, dans ce sens, à la Ceni.

Cependant, face à cette initiative, le gouvernement par intérim est resté inflexible. Ce dernier a accusé, par communiqué, la cheffe de la Chambre basse de « coup d'État institutionnel » et appelé la population à voter massivement.

Pour le président Andry Rajoelina, c'est une fin de campagne tout à fait classique. Quant à Siteny Randrianosoloniaiko, finalement entré en campagne, il y a deux semaines, il confie à RFI qu'il va continuer la sienne, malgré les circonstances. « Je ne crois pas en la politique de la chaise vide », explique-t-il. À quatre jours du vote, la scène politique est donc toujours traversée par cette campagne à deux vitesses et un bras de fer qui devrait s'intensifier, à mesure que l'on se rapproche du jour J.